

67229

Distr. :
LIMITEE

PAMM/AIHTTR/GC/III-S/12/81
Mai 1981

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Institut africain de formation technique
supérieure et de recherches
Session extraordinaire du Conseil
d'administration
Addis-Abeba, 15-16 juin 1981

RAPPORT CONDENSE DE LA REUNION DES MEMBRES
DU COMITE EXECUTIF DU CONSEIL

Nairobi, 28 - 29 août 1981

Liste de présence

<u>Présents</u>	<u>Pays/Organisation</u>	<u>Fonction et adresse</u>
Hon. J.J. Kamotho (Président intérimaire)	Kenya	Ministre de l'Enseignement supérieur, Kenya
Hon. Alhaji B. Usman	Nigéria	Ministre d'Etat
Prof. M.O. Chijioko	IAFTSR	Gérant Boîte postale 53763, Nairobi, Kenya
Mme. P.N. Macharia	Kenya	Ministère de l'Enseignement supérieur, Nairobi
J.M. Kamunge	Kenya	Directeur de l'Enseignement supérieur, Nairobi
C.I. Eli	Nigéria	Ministère fédéral de l'enseignement, Lagos
I. Egalo	Nigéria	Ministère fédéral de l'enseignement, Lagos
E. Gasana	OUA	Addis-Abeba
E.P. Nzekio	PNUD	Chargé d'Affaires CEA, PNUD, Nairobi
S.I. Edokpayi	CEA	Directeur de département, CEA Addis-Abeba
Dr. P.R. Christensen (29-8-80)	Educansult	Consultant

Absents

Algérie - Mozambique - Niger - Haute Volta et Zaire.

La réunion a été repoussée de 10:00 du matin à l'après midi du 28 août 1980 dans l'espoir qu'il y aurait des arrivants dans le cours de la même matinée. Lorsque la réunion a débuté à 15h.30 il a été fait cas et déploré que probablement à cause des imperfections du système de communications postales de la région le Président en exercice et le Vice-Président, les Honorables Ministres de l'Enseignement respectifs du Niger et de la Haute Volta ont été absents à l'événement antérieur de la deuxième réunion du Conseil d'administration de mai 1980 ce en dépit de la correspondance et des messages personnels envoyés par le Gérant au Président du Conseil pour la réunion du Comité exécutif. Il a été convenu que l'Honorable Ministre de l'Enseignement supérieur du Kenya et Président par intérim du Conseil de gouvernement de l'Institut, préside la réunion; mais vu l'absence d'une majorité des sept membres votants, les discussions devraient être officieuses et limitées aux questions d'ordre du jour qui ne pourraient pas être différées jusqu'à la convocation d'une réunion officielle du Comité en novembre 1980 ou mars 1981. Les deux délégations membres présentes ont en particulier souligné la nécessité d'éviter toutes délibérations qui donneraient la mauvaise impression que seuls le Nigéria et le Kenya sont intéressés par l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherches.

Sur ce, le débat s'est centré sur (i) la stratégie immédiate pour assurer que l'Institut ouvre à temps ; et (ii) la présentation du Plan directeur par les consultants techniques Messrs. Educansult qui ont envoyé pour l'occasion leur représentant du Canada.

Stratégie de mise en exécution

Il a été convenu qu'une proposition de la CEA d'un calendrier des activités se terminant par une Conférence des donateurs en mars 1981 au nom de l'Institut par les pays amis et organisations donatrices en voie de développement et développés de l'extérieur et de l'intérieur de la région, pourrait être un cheminement très efficace pour collecter les fonds pour l'Institut. Cela pourrait même remplacer un voyage organisé dans de potentiels pays donateurs ce qui aurait vraisemblablement beaucoup moins d'envergure et de réponse positive de mise en effet. Cela fournirait aussi un cadre intéressant pour la propagation des informations sur l'Institut, et il a été constaté à ce point que "l'insuffisance" de ces informations a été jusqu'à ce jour une doléance des états membres.

Le calendrier devrait inclure (a) la reconvoation du Comité exécutif en novembre cette année et de nouveau en mars 1981 pour coïncider avec la Conférence des donateurs ; (b) des visites préliminaires (probablement séparées) par le Secrétaire exécutif de la CEA et par le Gérant auprès des Etats clefs donateurs en puissance, suivi d'un processus d'information détaillée par courrier, y compris des propositions formelles de projet que la CEA est en voie de préparer ; (c) de relances diplomatiques en privé et en public à des réunions comme la Conférence générale de l'UNESCO plus tard ce mois de septembre et se poursuivant jusqu'à la réunion des Chefs d'Etat en juin 1981 à Nairobi. La relance doit être faite par les membres du Comité exécutif, et par la CEA et l'OUA en tant que pères fondateurs de l'Institut. La stratégie pourrait inclure aussi une demande expresse aux Etats africains dont les citoyens ont été sélectionnés pour les interviews en tant que futur personnel de l'Institut,

de détacher les élus en finançant pour les trois premiers à six mois les opérations de l'Institut à partir de leurs budgets nationaux. Pendant cette courte période qui comprendrait les activités de donation, les effets d'un afflux raffermi de moyens et de fonds commencent à se faire sentir.

Plan Directeur de l'Institut

Invité à introduire le Plan directeur et le rapport de faisabilité technique sur l'Institut, le représentant d'Educansult a parlé avec passion sur la nouveauté et la nature insufflante de la tâche qu'ils s'étaient attelés de mener, le caractère unique "non seulement en Afrique mais même au monde" du plan et des méthodes opérationnelles de l'Institut pour pratiquement réaliser l'objectif d'accélération de la production de la main-d'oeuvre appropriée dans la région. Il a fait remarquer le mal qu'ils se sont donnés pour traduire tous ces facteurs dans la planification du Plan directeur. Par exemple, ils ont fait en sorte que les meilleurs moyens mais pas nécessairement excessifs du type nécessaire pour mettre en oeuvre la technologie du jour soient disponibles ; la flexibilité appropriée est édictée à l'intérieur du plan pour permettre le développement progressif de ses programmes et structures ; et les structures elles-mêmes ne sont pas conçues pour être des bâtiments très hauts et peuvent être rapidement érigées en phases, et seront toutefois construites pour durer et pas pour juste dix ans. Il a ajouté que le projet est un projet tout à fait cher en tous modèles. Il a souligné l'importance selon leur étude de CPM de la date de 1983 quand le site permanent de l'Institut est planifié pour démarrer, le principe d'interdépendance dans leur plan des centres d'enseignement pour l'utilisation optimum de l'espace, et le travail détaillé qu'ils ont fait en dressant la liste des ateliers, les laboratoires et les estimations de coûts pour l'équipement pour les activités de la phase I, 1980-85. A leur avis, les programmes d'avant 1983 devraient être allégés d'avantage au delà des propositions afin d'intégrer l'équipement qui est immédiatement disponible au Kenya polytechnique, au Collège des enseignements techniques et à l'Université de Nairobi. Il a enfin informé l'assemblée que tandis que l'offre généreuse du gouvernement du Kenya de 300 acres de terrain pour le site permanent garantit selon leur plan, qu'un espace considérable sera disponible pour l'extension de l'Institut en 1980-90, il se peut qu'il y ait un besoin de plus de place après 1980. Et sur la mise en exécution il a mis en garde qu'ils n'ont pas fait la part des choses pour des tâtonnements et "d'apprentissage au travail" dans la phase de construction d'un projet qui n'est en fin de compte "pas bon marché" ; et cela veut dire que pour honorer les calendriers, seuls ceux qui comprennent déjà la philosophie et les objectifs de l'Institut et ont une grande expérience à la construction d'institution technique en Afrique et ailleurs devrait avoir le travail.

A la courte discussion qui a suivi, le représentant de la CEA a donné les grandes lignes du processus par lequel Messrs. Educansult a gagné le contrat d'offre pour le Plan directeur et a fait part de son entière satisfaction des consultations qui ont abouti à leur rapport, et avec le rapport

lui-même dont toutefois quelque exemplaires de la version française sont encore à recevoir. Il a conclu en affirmant que son aune pour mesurer le succès ou l'échec de l'ensemble du projet est si oui ou non dans quelque dix ou quinze ans les pays africains sont ensemencés de quelque personnel technique très bien qualifié et des planificateurs capables d'innover de manière impressionnante comme leurs homologues des pays développés font actuellement. En réponse au pourquoi Messrs. Educansult considère les structures de bas niveaux comme une meilleure solution que les hauts bâtiments, le consultant s'est référé à l'accord du premier à la philosophie "non isolationiste" de l'Institut et sa vélocité et son utilité dans le cas des ateliers. Il a été convenu aussi que le projet de l'Institut d'avoir des branches sous-régionales sera une solution vraisemblable aux problèmes d'espace de l'avenir.

En concluant la discussion, le Président a remercié Messrs. Educansult pour leur rapport et a émis l'espoir qu'ils coopéreraient en quelque capacité que ce soit dans la mise en exécution du projet. Il a fait la remarque que la considération d'une adoption officielle du rapport se ferait plus tard après que le Secrétariat et le Conseil d'administration aient fait circuler en vue de commentaires un aide-mémoire parmi les états membres. Sur ce, il a été pris acte du rapport.

L'évènement important de la clôture de la réunion a été le paiement de la cotation du Nigéria pour 1979-80 par la délégation et la signature de la Constitution au siège de la CEA à Addis-Abeba. En présentant le chèque de US\$156.671 au déjeuner spécial offert par le Président par intérim du Conseil et le Ministre de l'Enseignement supérieur du Kenya, l'Honorable J.J. Kamotho, le Chef de la délégation nigériane, l'Honorable Aljahi B. Usman, Ministre d'Etat du Nigéria, a réitéré que le gouvernement fédéral du Nigéria "est engagé au progrès technologique total et implacable du continent africain" et trouve rassurant "la conscience générale en l'importance globale de la science et de la technologie".